

## Respect du domicile & Famille (art.23) et Autonomie & Inclusion (art.19)

Les recommandations du Comité	Les actions des ministres
<p><u>Recommandation 31 :</u></p> <p>Le Comité prie instamment l'État partie de prendre des mesures pour <b>prévenir et éliminer toutes les formes de violence contre les femmes, les enfants et les filles handicapées</b>, domestiques ou institutionnelles. Il l'incite également à établir et <b>mettre en œuvre des protocoles pour l'enregistrement, le contrôle et le suivi des conditions dans lesquelles opèrent les institutions</b> qui s'occupent des personnes handicapées, <b>en particulier celles d'un âge avancé</b>.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <u>Communauté germanophone</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>a. La maison de justice de la CG est prête : attention particulière aux personnes handicapées victimes de violence avec conseil juridique, conseils pratiques, procédures judiciaires transparentes</li> </ul> </li> </ul>
Les recommandations du Comité	Les actions des ministres
<p><u>Recommandation 33 :</u></p> <p>Le Comité recommande à l'État partie d'œuvrer pour une <b>politique de désinstitutionalisation en réduisant les investissements dans l'infrastructure collective</b> et en favorisant les choix personnels. Le Comité prie instamment l'État partie de mettre en place un <b>plan d'action du handicap à tous les niveaux de l'Etat</b> qui garantisse <b>l'accès aux services de vie autonome</b> pour les personnes handicapées afin qu'elles puissent <b>vivre dans la communauté</b>. Ce plan doit <b>faire</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <u>Communauté germanophone</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>a. La politique de désinstitutionalisation est poursuivie depuis plus de 20 ans : chaque personne peut choisir son lieu de vie</li> <li>b. Automne 2016 lancement d'un projet pilote de communauté de vie « Etudiants – jeunes personnes nécessitant des soins accrus »</li> </ul> </li> </ul>

<p><b>disparaître les listes d'attente</b> existantes, et veiller à ce que les personnes handicapées aient <b>accès à des ressources financières suffisantes</b> et à ce que les <b>communautés soient accessibles aux personnes handicapées</b>. Le Comité recommande d'élaborer des <b>programmes de coopération internationale qui respectent le droit de personnes handicapées de vivre dans la communauté</b> et <b>d'inclure les représentants des usagers et de leurs familles dans leur élaboration</b>.</p>	
Les recommandations du Comité	Les actions des ministres
<p><u>Recommandation 35 :</u></p> <p>Le Comité recommande vivement la <b>mise en place d'un mécanisme de soutien aux familles ayant des enfants handicapés</b> qui prévienne leur abandon et leur institutionnalisation. Il est recommandé que l'Etat prenne les mesures appropriées pour s'assurer que les <b>fournisseurs de services respectent et protègent le droit à la vie privée et familiale</b> des personnes handicapées. En outre, il est recommandé que <b>l'accès aux informations et à l'éducation en matière de reproduction et de planification familiale</b> soit assuré à toutes les personnes handicapées en fonction de l'âge.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <u>Communauté germanophone</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>a. Il n'y a pas de liste d'attente en CG</li> <li>b. Master plan 2025 : possibilité pour les enfants handicapés (????), projet pilote serait mené dès 2017</li> <li>c. Enfants handicapés devraient pouvoir être accueillis dans les milieux de la petite enfance</li> <li>d. Service spécialisé de la Dienststelle en matière de sexualité et planning familial : « Service SENS »</li> </ul> </li> </ul>

Les recommandations du Comité	Les actions des ministres
<p><u>Recommandation 16 :</u></p> <p>Le Comité recommande à l'État partie d'allouer les <b>ressources nécessaires pour appuyer les familles des enfants handicapés, prévenir leur abandon et leur placement en institution, et veiller à leur inclusion et leur participation dans la communauté</b> sur un pied d'égalité avec les autres enfants. Le Comité recommande l'adoption de mesures pour <b>protéger les droits des enfants handicapés à être consultés</b> sur toutes les questions qui les concernent, en leur assurant une <b>aide appropriée à leur handicap et à leur âge</b>.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <u>Communauté germanophone</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>a. Enfants et familles soutenus par le service de soutien aux familles de la Dienststelle</li> <li>b. Service de court-séjour : période de répit aux familles</li> </ul> </li> <li>• <u>Communauté flamande</u> (Hilde Crevits) <ul style="list-style-type: none"> <li>a. Seul un petit nombre d'enfants avec des limitations sérieuses ont été libérés de l'obligation scolaire</li> </ul> </li> <li>• <u>Fédéral</u> (Willy Borsus) <ul style="list-style-type: none"> <li>a. Statut d'aidant proche (AR 27/09/2015) : allocation au travailleur indépendant qui interrompt volontairement son activité pour donner des soins à une personne</li> <li>b. Pension (AR 22/12/1967) : assimilation à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants en cas de soins donnés à une personne</li> </ul> </li> <li>• <u>Bruxelles-COCOF</u> (Céline Fremault) : <ul style="list-style-type: none"> <li>c. Service « Etoile polaire » : partenariat de travail, dès la naissance, avec la famille et les milieux d'accueil pour favoriser l'inclusion sociale de l'enfant</li> <li>d. Projet pilote de puéricultrices mobiles pour améliorer l'accueil en milieu ordinaire</li> <li>e. Aides (financières ???? ) pour le maintien à domicile</li> </ul> </li> </ul>